

SOMMAIRE

Dossiers PREFECTURE & CNIL

Solution VISIOMOBILE

VIDÉOSURVEILLANCE

NOTE D'INFORMATIONS & tableau « A qui devez-vous déclarer ? »	2
I - PRESENTATION des documents du dossier PREFECTURE	3
CERFA 13806 - Demande autorisation d'un système de vidéo surveillance	4
Notice d'informations simplifiée relative au remplissage du Cerfa	6
ANNEXE 1 - Questionnaire conformité vidéo à l'arrêté du 3 août 2007	12
ANNEXE 2 – Autocollant affichage obligatoire	13
ANNEXE 3 et 4 - Croquis d'implantation de vos sentinelles*	14 - 15
ANNEXE 5 - Lettre de présentation	16
II – GUIDE pour la Déclaration CNIL par Internet	17 - 19

* nom désignant les caméras de vidéosurveillance de ITR SARL

NOTE D'INFORMATION

Madame, Monsieur,

L'implantation d'un système de Vidéo Protection est soumise à des règles précises pour assurer le respect des libertés individuelles et limiter les abus.

Ces règles sont dictées à la fois par l'Etat, par le biais de lois, dont l'application est contrôlée par les Services du Ministère de l'Intérieur représentés par votre Préfecture, et par La Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).

Pour mettre votre installation en conformité avec ces règles, nous avons le plaisir de vous remettre le dossier joint.

Nous sommes à votre disposition pour tout renseignements complémentaires et vous rappelons nos différentes coordonnées :

Tél. Fixe : 01 34 38 95 51, Mob. 06 18 84 37 00 (Heures et jours ouvrable)

www.itr-sarl.com et contact@itr-sarl.com

Souhaitant vous apporter une totale satisfaction pour votre achat de matériel de vidéo surveillance, nous vous remercions pour votre confiance et vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ITR SARL
LE GERANT

A QUI DEVEZ-VOUS DÉCLARER ?

Le tableau ci-dessous vous permet de déterminer les cas où il est obligatoire de déclarer votre système de Vidéo Protection I.T.R. à votre PREFECTURE et/ou à la CNIL.

Type de déclaration selon votre situation	Enregistrement Permanent ou sur Alarmes	Visualisation Exclusivement
Lieu où le Public n'est pas censé circuler	CNIL Uniquement	Aucune Déclaration
Lieu où Circule Le Public	Préfecture + CNIL	Préfecture Uniquement

Si au moins une de vos sentinelles de votre établissement se trouve dans un lieu où circule du public, il faut alors déclarer l'ensemble de vos sentinelles même si elles ne se trouvent pas dans une zone où n'est pas censé circuler du public.

Les documents à joindre au dossier préfecture sont différents en fonction du nombre de sentinelles de votre établissement. Si votre établissement contient au maximum 7 sentinelles, la déclaration est simplifiée. Le détail des documents à joindre est précisé en page 3.

PRESENTATION DES DOCUMENTS DU DOSSIER PREFECTURE

Cerfa 13806 – DEMANDE AUTORISATION D’UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE *

Si au moins une de vos sentinelles visionne un lieu où circule le public, vous devez remplir et envoyer ce formulaire à La Préfecture de votre département pour déclarer vos sentinelles.

NOTICE D’INFORMATION RELATIVE AU REMPLISSAGE DU CERFA 13806

Ce guide a pour objectif de vous aider au remplissage de la DEMANDE D’AUTORISATION PREFECTURE Cerfa 13806, en détaillant point par point le document (section B du document nommé comment remplir le formulaire de demande d’autorisation)

Cerfa 51336 Annexe 1 – QUESTIONNAIRE DE CONFORMITE D’UN SYSTEME DE VIDEO SURVEILLANCE À L’ARRETE DU 3 AOUT 2007 *

Document portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance. Ce document permet d’assurer à la préfecture la mise aux normes définies par l’arrêté du 3 août 2007. Afin de faciliter le Remplissage, ce document est pré rempli. Il vous suffit de remplir la déclaration au début de ce document ainsi que la question 1a.

Nous rappelons que les solutions I.T.R. sont conformes à ces exigences.

ANNEXE 2 – AUTOCOLLANT AFFICHAGE OBLIGATOIRE *

Cet autocollant doit apparaître sur votre devanture afin d’informer le public qu’il se trouve dans un espace surveillé.

ANNEXE 3 – IMPLANTATION DES SENTINELLES DANS UN DOMAINE PRIVE (intérieur ou extérieur) **

Ce document est à remplir et à joindre au dossier préfecture uniquement si vous avez plus de 7 sentinelles installées à l’intérieur ou l’extérieur de votre établissement (domaine privé) et qui ne permettent pas la visualisation du domaine public.

ANNEXE 4 – IMPLANTATION DES SENTINELLES VISUALISANT LE DOMAINE PUBLIC***

Ce document doit être rempli et joint au dossier préfecture si des sentinelles installées permettent la visualisation du domaine public.

ANNEXE 5 – LETTRE DE PRESENTATION **

Document à remplir et à joindre au dossier préfecture uniquement à partir de 8 sentinelles sur un même site.

* Documents à joindre dans tous les cas.

** Documents à joindre en plus à partir de 8 sentinelles par site.

*** Document à joindre si la sentinelle permet de voir le domaine public.

5 - CARACTERISTIQUES DU SYSTEME

Délai de conservation des images (exprimé en jours) : (Indiquez un nombre compris entre 0 et 30)
(la durée maximale est de 30 jours)

Existence d'un système de retransmission des images : oui non
si oui, veuillez cocher la case correspondante ci-dessous
Retransmission en temps réel :
Retransmission en temps différé :

Le système de vidéoprotection est-il mis en place par un installateur certifié ? oui non
si oui, veuillez indiquer ci-dessous le nom de cet installateur ou de cette société d'installation ainsi que son numéro de certification.

Nom de l'installateur ou de la société : Numéro de certification.....
Cet installateur vous a-t-il remis une attestation de conformité aux normes techniques définies par l'arrêté du 3 août 2007 ? oui non

Si l'installateur n'est pas certifié, veuillez joindre un questionnaire précisant les caractéristiques techniques du dispositif et sa conformité aux normes techniques définies par l'arrêté du 3 août 2007 (cf notice).

6 - PERSONNES HABILITEES A ACCEDER AUX IMAGES :

NOM : prénom : Fonctions :

NOM : prénom : Fonctions :

NOM : prénom : Fonctions :

NOM : prénom : Fonctions :

si plus de quatre personnes, vous pouvez adresser (par courrier ou sous forme électronique) une liste complémentaire.

7 - TRAITEMENT DES IMAGES (cette rubrique n'est à renseigner que si les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent de celui de l'implantation du système et/ou par une personne autre que le responsable du système)

Adresse du lieu de traitement à renseigner ci-après :

Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

.....

Si ce traitement est effectué par un service, veuillez indiquer ci-après le nom du service :

Si ce traitement est effectué par une personne, veuillez indiquer ci-après ses noms et prénoms :

8 - SECURITE ET CONFIDENTIALITE

(nous vous remercions de décrire ci-dessous les mesures adoptées pour assurer la confidentialité des images)

Mesures prises pour contrôler l'accès au poste central de surveillance (par exemple code d'accès, porte blindée, accès contrôlé...) :

.....

Si existence d'un système d'enregistrement :

Mesures pour la sauvegarde et la protection de ces enregistrements :

.....

Modalités de destructions des enregistrements :

.....

9 - MODALITES D'INFORMATION DU PUBLIC

Veuillez indiquer ci-après le nombre d'affiches ou de panneaux d'information (cf notice) :

Précisez la (ou les) localisation(s) de cet affichage :

10 - SERVICE (OU PERSONNE) AUPRES DUQUEL S'EXERCE LE DROIT D'ACCES

Nom : Prénom : Fonction de cette personne :

ou service responsable : Téléphone :

Veuillez renseigner ci-après l'adresse de cette personne ou de ce service :

Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

.....

Fonction habilitant le déclarant à signer :

Le signataire s'engage à se conformer aux dispositions de l'article 10 de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 relatives à la vidéosurveillance.

SIGNATURE ET CACHET :

Date :

NOTICE D'INFORMATION

relative au formulaire CERFA n° 13806*01 de
Demande d'autorisation d'un système de vidéosurveillance

A) Informations générales

A-1) L'encadrement juridique :

L'usage de la vidéosurveillance est régi par l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, et par son décret d'application n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié. Les conditions d'application de ces textes sont explicitées par les circulaires : INTD9600124C du 22 octobre 1996, INTD0600096C du 26 octobre 2006 et INTK0930018J du 2 février 2009.

Dans les lieux privatifs ou les locaux à usage exclusivement professionnel qui n'accueillent pas de public au sens de la loi, la réglementation de la vidéosurveillance mentionnée ci-dessus n'est pas applicable. La mise en place éventuelle de caméras doit cependant s'effectuer dans le respect de la vie privée et sans visionner la voie publique.

Les dispositions générales du code civil sur le droit à l'image (article 9) ou des réglementations particulières, telle que celle du code du travail (3^{ème} alinéa de l'article L. 2223-32 et articles L. 1222-4 et L.1221-9) sont alors applicables.

L'article 226-1 du code pénal punit d'un an d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende toute personne ayant volontairement porté atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en fixant, enregistrant ou transmettant l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé, c'est-à-dire, selon la jurisprudence, un lieu qui n'est ouvert à personne sauf autorisation de celui qui l'occupe d'une manière permanente ou temporaire.

Dans les cas très rares où le système de vidéosurveillance est relié à un traitement de données automatisées (fichier de données à caractère personnel), la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 est alors applicable. Dans ce cas précis, vous devez adresser une déclaration spécifique à la CNIL. (En cas de doute n'hésitez pas à poser votre question à l'adresse ci-après, une réponse vous sera adressée en retour dans les 10 jours : videoprotection@interieur.gouv.fr. Vous pouvez également prendre contact avec l'accueil de la préfecture qui instruira votre demande).

A-2) Dans quels cas devez vous déposer une demande d'autorisation ?

➤ **DANS LE CAS D'UN SYSTÈME VISÉ PAR LA LOI INSTALLÉ EN VOIE PUBLIQUE OU DANS UN LIEU OU UN ÉTABLISSEMENT OUVERT AU PUBLIC :**

1) Quel système est visé par la loi ?

Il y a vidéosurveillance toutes les fois que sont mis en œuvre au moins une caméra et un moniteur, c'est-à-dire un écran permettant la visualisation des images, même s'ils ne sont pas situés dans le même local, et lorsque les caméras, fixes ou mobiles, fonctionnent de manière permanente ou non, prennent des images, éventuellement de manière séquentielle ou aléatoire, qui peuvent être visionnées, en temps réel ou en différé, sur place ou dans un lieu distant, sur un écran de type télévision ou sur un écran d'ordinateur.

Ainsi, la prise de photographies n'est pas un système de vidéosurveillance et ce, quelque soit la technique utilisée (appareil numérique). Par contre, un dispositif dans lequel des images sont enregistrées à l'occasion d'une intrusion ayant déclenché le fonctionnement de caméras, dans un poste de contrôle éloigné, correspond bien à la définition de la vidéosurveillance. Dans ce cas, le dispositif participe en outre des activités dites de télésurveillance régies par la loi n°83-629 du 12 juillet 1983.

La loi ne se prononce pas sur la technologie utilisée. Elle définit seulement les principales modalités de fonctionnement des systèmes et fixe des normes techniques (par arrêté du 3 août 2007- annexes techniques publiées au JO du 25 août 2007). Cette absence de détermination précise des caractéristiques des dispositifs de vidéosurveillance a permis d'accompagner le développement des nouvelles technologies et d'appliquer la réglementation à des cas auxquels le législateur ne pouvait penser en 1995 (ex : utilisation des webcam).

Ainsi, les systèmes de vidéosurveillance numériques dont les images sont transmises par internet et consultées, à distance, par les personnes responsables du système entrent dans le champ de la loi du 21 janvier 1995. Le procédé numérique doit permettre le respect des garanties imposées par la loi.

Par contre, la diffusion sur internet d'images issues de webcams ne constitue pas un dispositif de vidéosurveillance dans la mesure où il n'y a pas « visionnage » des images sur un écran appartenant au propriétaire de la webcam mais transmission directe sur internet.

2) Les lieux visés par la Loi :

L'article 10 de la loi du 21 janvier 1995 détermine les lieux dans lesquels un dispositif de vidéosurveillance peut être installé. Il s'agit de :

- L'intérieur des **lieux et établissements ouverts au public** ;
- La **voie publique** limitée géographiquement :
- Aux abords des bâtiments et installations publics ;
- Aux abords immédiats des bâtiments et installations appartenant à des personnes physiques ou morales de droit privé en cas de risque d'attentat terroriste ;
- Aux voies de circulation routière.

Concernant la voie publique, la vidéosurveillance peut être mise en œuvre :

- Par une personne publique pour assurer soit la protection des bâtiments et installations publics et leurs abords, soit la sauvegarde des installations utiles à la défense nationale, soit la régulation du trafic routier et la constatation des infractions aux règles de la circulation, soit la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agressions ou de vols, soit la prévention d'actes de terrorisme (alinéas 1 et 2 du II de l'article 10) ;

- Par une personne physique ou morale de droit privé pour visionner les abords immédiats de ses bâtiments ou installations (alinéa 2 du II de l'article 10) au titre de la finalité de prévention d'actes de terrorisme ;

- Dans certains lieux revêtant une dimension ou une complexité particulières, le préfet peut autoriser qu'un périmètre de voie publique ou compris dans un établissement ou un lieu ouvert au public puisse être vidéosurveillé, dans les limites et le cadre des finalités imposées par la loi. Cette notion répond à une nécessité opérationnelle d'adaptation de la vidéosurveillance puisqu'elle recouvre l'espace susceptible d'être situé dans le champ d'une ou plusieurs caméras.

Sont visées par la notion d'ensemble immobilier ou foncier complexe les lieux ouverts au public dans des zones à forte concentration urbaine ou touristique ou dont la configuration géographique et architecturale rend difficile l'intervention des services de sécurité ou de secours mais également dans des zones utilisées dans le cadre de manifestations exceptionnelles. Pourraient entrer dans ce champ, à titre d'exemple : la place de la Concorde, une cité composée de plusieurs immeubles à usage d'habitation, une zone rurale utilisée dans le cadre d'une manifestation d'une ampleur exceptionnelle, comme une rave-party.

A-3) Quels documents devez-vous joindre à votre demande et dans quels cas ?

1) Les documents constitutifs d'une demande d'autorisation :

L'ensemble des documents décrits ci-dessous ne sont pas exigibles dans tous les cas. Veuillez vous reporter au 2) afin d'identifier précisément la nature de votre demande.

- Le formulaire CERFA n° 13806*01 complété ;

- Le rapport de présentation : il s'agit d'un rapport spécial expliquant les finalités du projet au regard des objectifs définis par la loi et les techniques mises en œuvre, eu égard à la nature de l'activité exercée, aux risques d'agression ou de vol présentés par le lieu ou l'établissement à protéger ;

- Le plan de masse : Il s'agit d'un plan des lieux montrant les bâtiments du demandeur et, le cas échéant, ceux appartenant à des tiers qui se trouveraient dans le champ de vision des caméras, avec l'indication de leurs accès et de leurs ouvertures ;

- Le plan de détail : Il s'agit d'un plan à une échelle suffisante montrant le nombre, le positionnement des caméras ainsi que les zones couvertes par celles-ci ;

- Un plan du périmètre : Il s'agit d'un document qui peut se substituer au plan de détails et au plan de masse, montrant l'espace susceptible d'être situé dans le champ de vision d'une ou plusieurs caméras dans le cas d'une demande portant sur un périmètre à vidéosurveiller ;

- La description du dispositif prévu pour la transmission, l'enregistrement et le traitement des images : théoriquement ces informations sont indiquées dans les parties 5,7 et 8 du formulaire mais en cas de dispositif élaboré notamment en cas de traitement par une société extérieure, un document expliquant le fonctionnement du système peut-être demandé.

- La désignation des personnes susceptibles d'accéder aux images (rubrique 6 du formulaire) : il s'agit de toute personne habilitée par le responsable à accéder aux images et donc susceptible de les visionner (il peut s'agir bien sûr du responsable lui-même mais aussi du technicien de maintenance par exemple).

Ce n'est que dans l'hypothèse où plus de 4 personnes sont habilitées à accéder aux images qu'il convient de joindre une liste complémentaire au formulaire de demande.

- Modèle de l'affiche ou du panneau d'information du public : les panneaux destinés à informer d'un système sur la voie publique doivent comporter un pictogramme (dessin) représentant une caméra. Si les affiches ou panneaux sont placés dans les lieux et établissements ouverts au public, le nom ou la qualité, ainsi que le numéro de téléphone du responsable auprès duquel toute personne intéressée peut s'adresser pour exercer son droit d'accès doivent y figurer.

Attestation de la conformité du système aux normes techniques définies par l'arrêté du 3 août 2007 : deux cas de figure se présentent. En fonction de l'installateur auquel vous aurez recouru vous devrez produire un des documents prévus à cet effet :

1) Si vous avez fait appel à un installateur certifié : une attestation de conformité établie par ce dernier suffit.

2) Si votre installateur n'est pas certifié : il vous faut produire un questionnaire précisant les caractéristiques techniques du dispositif et sa conformité aux normes techniques (voir modèle joint en Annexe 1).

2) Les documents à fournir en fonction des différents cas suivants :

Vidéosurveillance de la voie publique avec désignation du nombre de caméras : veuillez joindre à votre dossier tous les documents énumérés en 1) (sauf le plan du périmètre qui ne concerne que les cas de vidéosurveillance d'un périmètre).

Vidéosurveillance d'un périmètre (en voie publique ou dans un lieu ouvert au public) : veuillez fournir le formulaire CERFA n° 13806*01 complété, le rapport de présentation, le modèle d'affiche et/ou de panneau d'information du public, le plan du périmètre, le justificatif de la conformité aux normes techniques (attestation de conformité par un installateur certifié ou questionnaire dans l'autre cas), description du dispositif (dans ce cas de figure ce descriptif sera limité aux techniques employées et aux modes de visionnage et d'exploitation des images **le nombre de caméras et leur emplacement n'auront pas à être indiqués**). Eventuellement la liste complémentaire des personnes habilitées à accéder aux images si la partie 6 du formulaire ne suffit pas.

Vidéosurveillance dans un lieu ou un établissement ouvert au public et 7 caméras maximum : le dossier dans ce cas est très simplifié : veuillez fournir le formulaire CERFA n° 13806*01 complété, l'affiche d'information et le justificatif de conformité si l'installateur n'est pas certifié (si vous avez fait appel à un installateur certifié, vous devez pouvoir produire son attestation en cas de contrôle mais n'êtes pas obligé de la transmettre dans le cas où vous effectuez votre déclaration par téléprocédure), éventuellement liste complémentaire des personnes habilitées à accéder aux images si la partie 6 du formulaire ne suffit pas.

Vidéosurveillance dans un lieu ou un établissement ouvert au public et 8 caméras minimum : veuillez fournir le formulaire CERFA n° 13806*01 complété, le rapport de présentation, le plan de détail, l'affiche d'information du public et le justificatif de conformité, éventuellement la liste complémentaire des personnes habilitées à accéder aux images si la rubrique 6 du formulaire ne suffit pas.

A-4) A qui devez-vous adresser votre dossier ?

A la préfecture du département dans lequel vous souhaitez installer le dispositif (par exemple pour une société dont le déclarant est à Paris mais qui veut installer un dispositif dans une de ses succursales située en Gironde, il faut adresser votre déclaration à la préfecture de Bordeaux). Dans le cas d'un dispositif qui concernerait plusieurs départements (exemple : réseau autoroutier), le dossier doit être déposé à la préfecture du siège de l'établissement demandeur.

Ce dossier peut être transmis soit sous forme papier par voie postale ou déposé à l'accueil de la préfecture qui instruira votre demande, soit par téléprocédure disponible sur le site «videoprotection.interieur.gouv.fr» qui propose par ailleurs un ensemble d'informations ou d'actualités sur le sujet de la vidéo protection.

B) Comment remplir le formulaire de demande d'autorisation ?

Vous devez indiquer le numéro du département où se trouve la préfecture compétente en complétant par trois chiffres la case prévue à cet effet en haut du formulaire CERFA. (par exemple pour PARIS renseigner 075, pour Marseille indiquer 013.).

Rubrique 1 - Nature de la demande

Veuillez cocher obligatoirement une des trois cases proposées correspondant à la nature de votre demande (par exemple s'il s'agit d'une première demande vous cocherez «demande initiale»).

En cas de demande de modification d'un dispositif existant ou de demande de renouvellement, préciser le numéro de dossier sous lequel il a été enregistré dans la partie prévue à cet effet.

La modification peut concerner par exemple l'augmentation du nombre de caméras ou la localisation de celles-ci, sauf si l'autorisation obtenue portait sur un périmètre vidéosurveillé. Dans ce dernier cas vous devez simplement déclarer au préfet compétent soit par courrier soit par téléprocédure (sur le site «videoprotection.interieur.gouv.fr» à la rubrique «TELE-VIDEOPROTECTION» dans le menu «déclaration de mise en service») le nouveau positionnement de vos caméras. Si vous souhaitez, en revanche, modifier la définition du périmètre (changement de l'environnement de celui-ci), vous devez adresser une demande de modification complétée des documents nécessaires.

Rubriques 2 et 10 Identité et fonction du déclarant

L'autorisation de mise en œuvre d'un système de vidéosurveillance est délivrée à la personne responsable du système, c'est-à-dire à celle qui, ayant la capacité juridique pour ce faire, estime nécessaire de recourir à la vidéosurveillance. L'obligation de déclaration des systèmes entrant dans le champ d'application de la loi du 21 janvier 1995 incombe à l'exploitant des lieux où sont installées les caméras, qu'il soit ou non le propriétaire des lieux et même lorsque le système de vidéosurveillance n'est installé que pour une durée limitée. Le responsable n'est donc pas l'installateur.

Vous devez par conséquent impérativement compléter les informations relatives au nom, prénom et fonction du déclarant (la fonction se trouve à la rubrique 10 en fin de formulaire). **(Si par la suite, le responsable du système change, par exemple suite à une mutation ou un départ à la retraite, il faudra en aviser la préfecture, dans certains cas ce changement peut nécessiter une nouvelle demande d'autorisation, la préfecture vous le précisera).**

Veillez ensuite renseigner la dénomination (il peut s'agir d'une collectivité exemple : commune de XXX, d'une entreprise exemple : – SARL XXX- , d'un établissement privé ou public exemple : bibliothèque municipale de XXX ; ou institut XXX)

S'il existe un nom usuel différent de ce que vous avez indiqué, il est recommandé de l'indiquer à la ligne suivante qui reste une information facultative.

Concernant l'activité, elle doit être impérativement renseignée si la demande concerne une entreprise ou un lieu ouvert au public (exemple : musée, commerce de vêtements...).

Vous complèterez ensuite l'adresse de la collectivité, de l'établissement ou de l'entreprise (veuillez renseigner le plus précisément possible cette adresse en complétant toutes les rubriques proposées).

L'adresse électronique reste facultative, il est conseillé toutefois de la mentionner afin de faciliter les échanges le cas échéant, entre l'administration et le demandeur.

Rubrique 3 - Informations générales et finalité(s) du système de vidéosurveillance

a) les informations générales :

Dans cette rubrique, vous devez compléter la partie relative aux horaires d'ouverture **sauf en cas de vidéosurveillance sur la voie publique**. (par exemple si vous déposez un dossier pour un commerce, cette information peut vous être réclamée en complément si vous ne la renseignez pas dès le départ).

De même, vous êtes invité à signaler les éventuelles agressions déjà survenues sur le lieu que vous souhaitez protéger ou les risques particuliers auxquels vous l'estimez exposé (délinquance de proximité, commerce recevant beaucoup de liquidités).

b) la ou les finalité(s) du système :

Veillez cocher obligatoirement au moins l'une des cases proposées. Vous pouvez en cocher plusieurs, la finalité du système n'étant pas nécessairement unique. Si vous cochez la case «autre», vous devez préciser sur la ligne suivante le but que vous recherchez en installant un système de vidéosurveillance.

Rubrique 4 - Localisation du système de vidéosurveillance

Veillez compléter soit la rubrique 4-1, soit la rubrique 4-2. En aucun cas vous ne pouvez compléter les deux rubriques en même temps (la rubrique 4-2 concerne uniquement les ensembles immobiliers ou fonciers de dimension importante ou complexes).

4-1 Lieu d'installation et nombre de caméras

Veillez compléter le plus précisément possible l'adresse du lieu d'installation du dispositif (en cas d'installation sur la voie publique de plusieurs caméras réparties sur une certaine distance, veuillez indiquer au moins le nom de la voie).

Pour les dispositifs de 7 caméras maximum installées à l'intérieur d'un établissement, vous préciserez impérativement la superficie de cet espace intérieur.

4-2 Demande portant sur un périmètre

Il est possible, lorsque l'installation de vidéosurveillance est prévue sur un ensemble foncier ou immobilier de dimension importante ou complexe, de recourir à la notion de périmètre vidéo surveillé.

Cette formule présente l'avantage de vous dispenser du dépôt de demande de modification pour déplacer les caméras ou en augmenter le nombre à l'intérieur du périmètre.

Si vous souhaitez obtenir une autorisation au titre d'un périmètre vidéo surveillé, veuillez préciser les différentes adresses (8 au maximum) qui constituent l'environnement de ce périmètre (par exemple si vous souhaitez une autorisation pour protéger une gare, vous préciserez à la rubrique 2 l'activité « gare » et indiquerez toutes les adresses permettant de délimiter le périmètre géographique dans lequel se trouve située cette gare).

Dans cette hypothèse c'est au moment où vous informerez le préfet de la mise en service des caméras que vous lui en préciserez la localisation.

Rubrique 5 - Caractéristiques du système

Vous devez préciser impérativement le nombre de jours pendant lesquels seront conservées les images. Ce chiffre (de 00 à 30 jours, délai de conservation maximum autorisé par la loi) sera reporté dans la case correspondante.

Vous répondrez ensuite à la question «existence d'un système de retransmission». Si vous cochez non, vous pouvez passer à la question relative à l'installateur. Si vous répondez oui, vous devrez cocher obligatoirement une des deux cases suivantes : retransmission en temps réel ou retransmission en temps différé.

Veuillez ensuite préciser, en cochant la case correspondante, si l'installateur auquel vous avez fait appel est certifié.

Si vous avez coché la case «oui» et que cet installateur est certifié par l'AFNOR-CNPP ou par un mécanisme de certification équivalent, Il faut mentionner le nom de cet installateur (ou de cette société d'installation) et son numéro de certification. Vous répondrez également à la question suivante en cochant «oui» ou «non». Si l'installateur vous a remis une attestation, vous n'êtes pas obligé de la joindre à votre dossier (pour les dispositifs importants de plus de 7 caméras ou en voie publique, il est toutefois conseillé de la joindre ; pour les petits dispositifs hors voie publique de 7 caméras maximum, vous n'êtes pas obligé de joindre au dossier cette attestation mais elle peut vous être réclamée en cas de contrôle à posteriori).

Si l'installateur n'est pas certifié, vous joindrez au dossier le questionnaire (dont le modèle figure en annexe 1) précisant les caractéristiques du système.

Rubrique 6 - Personnes habilitées à accéder aux images

Il s'agit de mentionner le nom et prénoms des personnes qui seront en charge de visionner les images ou qui peuvent y accéder (s'il s'agit du responsable-déclarant de la demande d'autorisation lui-même il convient de le préciser en réécrivant ses nom, prénoms et fonction qui devront dans ce cas correspondre aux informations contenues à la rubrique 2 et 10. De même, le ou les techniciens susceptibles d'intervenir sur le système au titre de la maintenance doivent être mentionnés dans cette liste. S'il y a plus de quatre personnes, il convient de joindre une liste complémentaire).

En cas de modification de la liste des personnes habilitées, le signataire informera l'autorité préfectorale (soit par courrier, soit par «téléprocédure»).

Rubrique 7 - Traitement des images

Cette rubrique doit être renseignée dans le cas où les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent de celui de l'implantation des caméras et/ou par une personne autre que les responsables du système. Si ce n'est pas le cas, vous devez passer à la rubrique 8.

Rubrique 8 - Sécurité et confidentialité

La première ligne de cette rubrique doit impérativement être renseignée, il s'agit de décrire les mesures prises pour contrôler l'accès au poste central (code d'accès, porte blindée, badge d'accès, accès contrôlé).

Si vous avez coché la réponse «oui» à la question «existence d'un système d'enregistrement» en rubrique 5, veuillez répondre aux deux questions suivantes en décrivant 1) les mesures pour la sauvegarde et la protection des enregistrements (par exemple : armoire blindée) et 2) les modalités de destruction de ces enregistrements (par exemple : écrasement).

Rubrique 9 - Modalités d'information du public

Les textes en vigueur prévoyant l'obligation d'informer le public susceptible d'être filmé, vous préciserez les mesures prévues à cet effet.

Vous devez par conséquent compléter les deux lignes prévues dans cette rubrique.

Par ailleurs l'information sur l'existence d'un système de vidéosurveillance devant être apportée au moyen de panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra (dans les cas de vidéosurveillance sur la voie publique) et au moyen d'affiches ou de panneaux (au choix en cas de vidéosurveillance dans un lieu ou établissement recevant du public), n'oubliez pas de joindre à votre dossier le modèle d'affiche ou de panneau.

Rubrique 10 - Service (ou personne) auprès duquel s'exerce le droit d'accès

L'article 10 V (1^{er} alinéa) de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée dispose :

«Toute personne intéressée peut s'adresser au responsable d'un système de vidéosurveillance afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu. Cet accès est de droit. Un refus d'accès peut toutefois être opposé pour un motif tenant à la sûreté de l'Etat, à la défense, à la sécurité publique, au déroulement de procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures, ou au droit des tiers.»

Il s'agit de préciser auprès de quelle personne ou de quel service doit s'adresser une personne ayant été filmée par le dispositif que vous souhaitez installer pour vérifier les images.

Il vous appartient par conséquent de renseigner cette rubrique en indiquant soit le nom, prénom et fonction de la personne auprès de laquelle s'exerce ce droit d'accès aux images, soit le nom du service.

Vous pouvez compléter éventuellement ces quatre informations (nom, prénom, fonction, service auquel appartient cette personne).

Vous indiquerez ensuite l'adresse de cette personne et/ou de ce service (cela peut être la même personne que le déclarant-responsable du système).

La signature du formulaire

Veillez, une fois les rubriques complétées, indiquer la fonction du signataire-déclarant (rubrique 2 du formulaire, page 4 de la présente notice), dater votre document et le signer en apposant, le cas échéant le cachet de la collectivité, de l'établissement ou de l'entreprise.

Si vous effectuez votre déclaration par téléprocédure, vous complétez simplement la mention relative à la fonction du déclarant.

Questionnaire de conformité d'un système de vidéosurveillance à l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance.

Je soussigné(e)....., certifie par la présente que le système de vidéosurveillance pour lequel j'ai sollicité une autorisation en date du....., installé par (nom et adresse de l'installateur)..... est conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007.

Fait à, le

Caractéristiques du système (veuillez cocher les cases appropriées) :

1

Caractéristiques générales :

a. Nombre de caméras :

- moins de 8 caméras 8 caméras ou plus

b. Mode de fonctionnement du système :

- Le système comporte des caméras à plan large (destinées à une compréhension des situations) et des caméras à plan étroit (susceptibles de permettre une reconnaissance des individus)
 Le système ne comporte que des caméras à plan large
 Le système ne comporte que des caméras à plan étroit

Mode d'enregistrement des images :

a. Le stockage des images est-il ?

- Analogique Numérique

b. Possibilité de déterminer la caméra ayant filmé une scène :

- Possible sur les enregistrements eux mêmes
 Possible grâce à un journal
 Non prévu

c. Existe-t-il un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression)

- Oui, journal manuel
 Oui, journal généré automatiquement sous forme électronique
 Non

2

3

Questions relatives à la qualité des images :

a. La résolution des images est-elle toujours supérieure ou égale à 4 CIF (704 x 576 pixels) et le nombre d'images supérieur ou égal à 12 images/s

- Oui Non

Transmission des images aux forces de police :

a. Les images peuvent-elles être exportées sans dégradation de leur qualité ?

- Oui Non

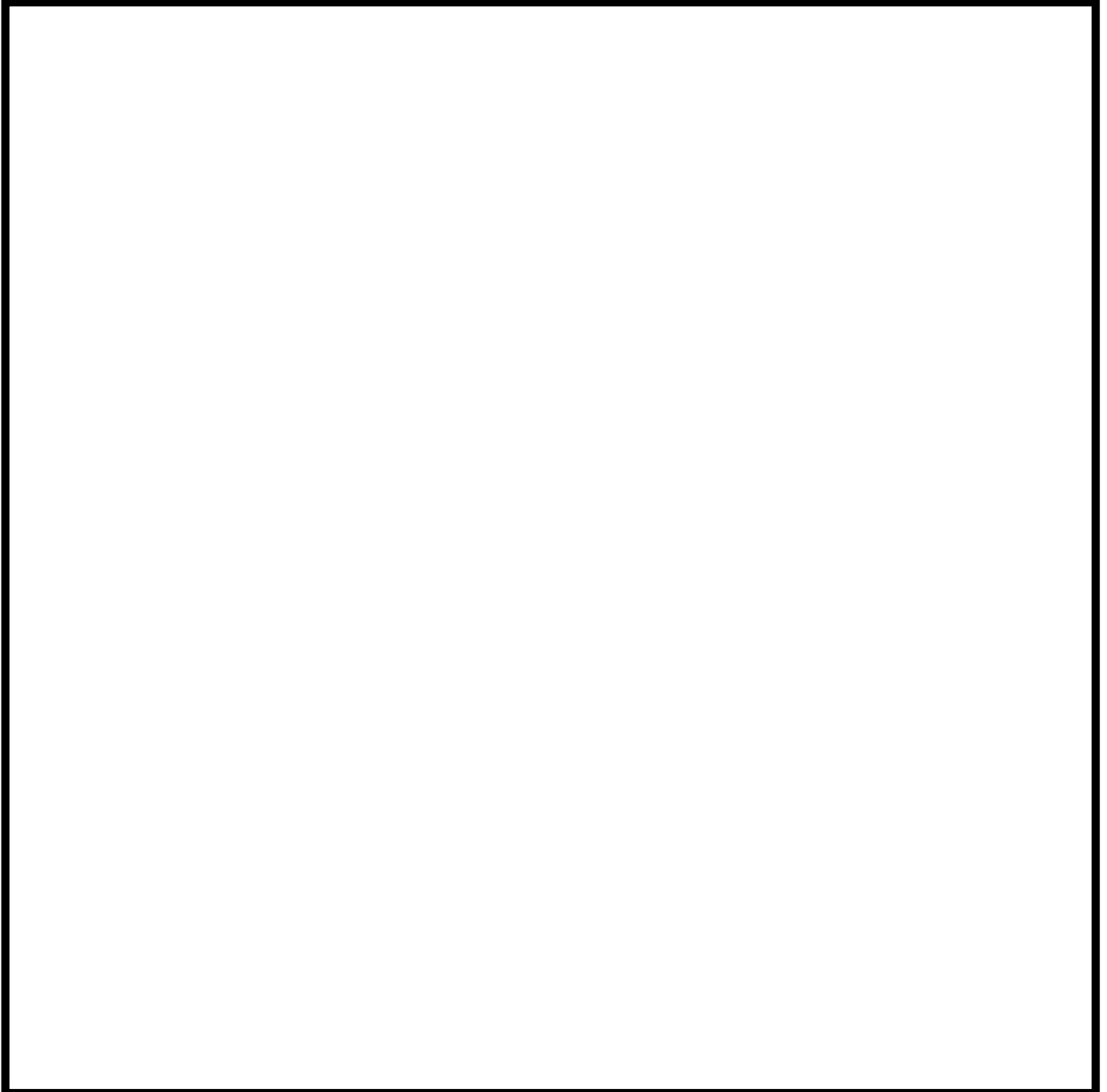
b. Dans le cas de systèmes numériques, si le format de codage des images n'est pas standard et libre de droits, le titulaire a-t-il prévu de fournir gratuitement à l'administration en cas de réquisition judiciaire, un système de lecture (ou une licence si le produit peut être installé) sur un PC standard) permettant de lire les enregistrements et d'effectuer les principales opérations de visualisation

- Oui Non

4

IMPLANTATION DE SENTINELLES VISUALISANT UN DOMAINE PRIVE
(intérieur ou extérieur) *Nécessaire si plus de 7 sentinelles*

Croquis du site :



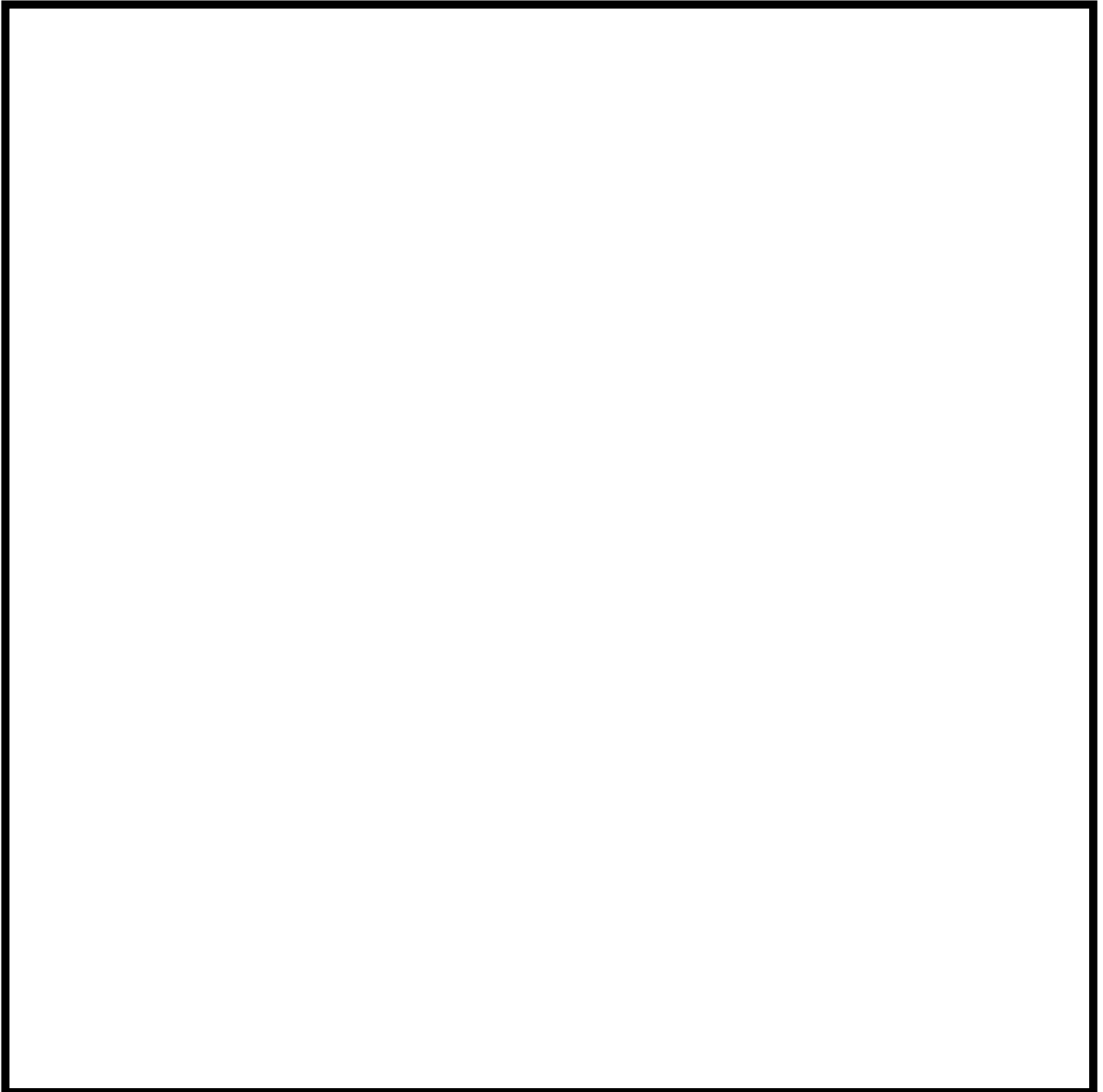
Longueur : _____ Largeur : _____

Préciser l'implantation des caméras, moniteurs et panneaux d'information, ainsi que la couverture de vision des caméras.

IMPLANTATION DES SENTINELLES VISUALISANT LE DOMAINE PUBLIC

Nécessaire pour les sentinelles intérieures ou extérieures visualisant le domaine public

Croquis du site :



Dessiner les bâtiments dans leur environnement (rues et bâtiments adjacents), préciser l'implantation des caméras ainsi que la couverture de vision des caméras.

LETTRE DE PRESENTATION

Nécessaire si plus de 7 sentinelles

Les finalités du projet de vidéosurveillance sont :

Le but principal de la mise en place d'un système de Vidéo Protection est de répondre à l'insécurité grandissante, de dissuader les personnes malveillantes et surtout de pouvoir réagir et apporter des éléments suite à un problème qui pourrait survenir.

Les techniques mises en oeuvre :

- Caméra analogique convertie en numérique
- Caméra numérique IP fixe
- Caméra numérique IP mobile
- Enregistreur numérique autonome (version numérique d'un magnétoscope)
- Logiciel d'enregistrement numérique sur PC Windows
- Utilisation d'éléments tiers tel que radar IR, Bip agression ou Bouton poussoir, dans le cas d'utilisation de la caméra en mode alarme
- Autres _____

Les risques :

- Vol
- Agression
- Levée de doute
- Problèmes divers
- Autres _____

Type d'établissement :

- Bar, restaurant, magasin
- Entreprise, local professionnel
- Groupe scolaire
- Autres _____

Autres Informations :

- Pas de TPE
- Le champ de vision des caméras ne permet pas de voir les TPE

La maintenance du système de vidéosurveillance est assurée par la société ITR SARL, joignable au 01 34 38 95 51 ou au 06 18 84 37 00 (prix d'un appel local / Mobile).

Vous trouverez ci-joint une copie de la facture d'achat du Kit / Cameras.

Fait à : Le : / / .

Nom : Qualité :

Signature :

Comment déclarer votre système d'enregistrement à la CNIL ?

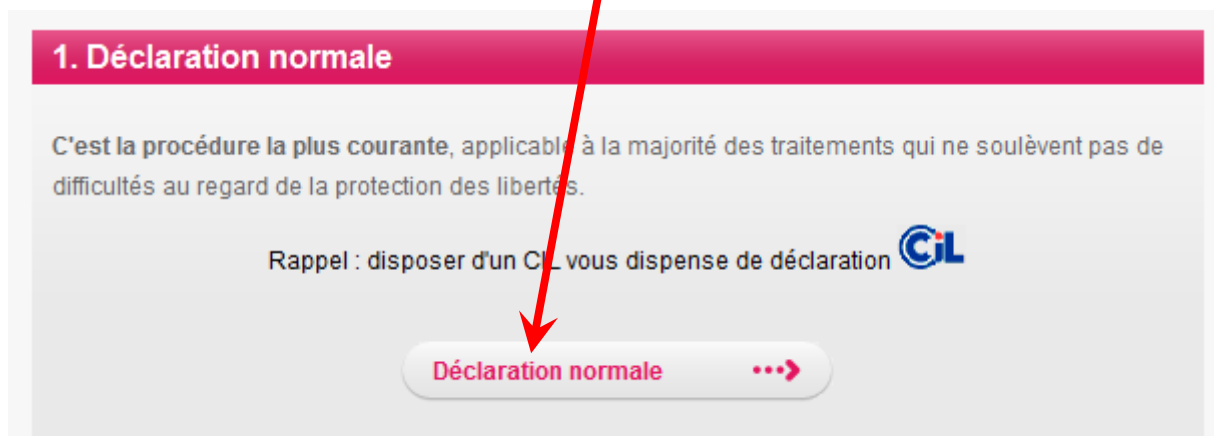
Rendez vous sur www.cnil.fr puis tout en bas de la page, Appuyez sur « **Déclarer un fichier** »



Appuyez maintenant sur « **Déclaration normale** ».



Appuyez maintenant une dernière fois sur « **Déclaration normale** ».



Renseignez les champs en GRAS (champs obligatoires) puis cliquez sur « **étape suivante** »

Organisme Déclarant ?

Cochez ci-contre si vous déclarez en tant que personne physique (à titre individuel)

N° SIREN + NIC ?

Code NAF Choisissez

Nom de l'organisme

Nom du service

Adresse

Code Postal

Localité

Sigle ?

Téléphone

Télécopie
(ne doit comporter que des chiffres)

Adresse électronique

Enregistrer

étape suivante >>>

Mise en oeuvre est identique au déclarant puis Cliquez sur « **étape suivante** »

Organisme chargé de la mise en oeuvre ?

Cochez ci-contre si le chargé de la mise en oeuvre est identique au déclarant

Cochez ci-contre si le chargé de la mise en oeuvre est une personne physique (à titre individuel)

N° SIREN + NIC ?

Code NAF Choisissez

Nom de l'organisme

Nom du service

Adresse

Code Postal

Localité

Sigle ?

Téléphone

Télécopie
(ne doit comporter que des chiffres)

Adresse électronique

Enregistrer

<<< étape précédente **étape suivante** >>>

Droit d'accès est identique au déclarant puis Cliquez sur « **étape suivante** »

N° SIREN ou SIRET 513970731 ?

Code NAF Choisissez

Nom de l'organisme Information Technologie Révolution sarl

Nom du service

Adresse 30 AV 8 Mai 1945

Code Postal 95200

Localité Sarcelles

Sigle ?

Téléphone 01 34 38 95 51

Télécopie

Adresse électronique contact@itr-sarl.com

Enregistrer

<<< étape précédente **étape suivante** >>>

Dans Contact CNIL, renseignez votre Civilité, Nom, Prénom, Téléphone et Adresse Email puis cliquez sur « **étape suivante** »

Personne à contacter

Cochez ci-contre si le contact n'appartient pas à l'organisme déclarant.
Cochez ci-contre si le contact doit être destinataire du récépissé

Civilité

Nom

Prénom

Service

Adresse

Code Postal

Localité

Téléphone

Télécopie

Adresse électronique

Enregistrer

«... étape précédente étape suivante ...»

Dans Finalité indiquez Vidéosurveillance puis cliquez sur « **étape suivante** »

Finalité ou objectif de votre traitement

Personnes concernées par le traitement :

- Salariés
- Usagers
- Adhérents
- Clients
- Visiteurs
- Autres (précisez)

Technologie particulière utilisée :

- Dispositif sans contact
- Carte à puce
- Vidéosurveillance
- Mécanisme d'anonymisation
- Géolocalisation
- Nanotechnologie
- Autres (précisez)

Enregistrer

«... étape précédente étape suivante ...»

Enfin, « **valider la déclaration** » il vous est possible d'imprimer la déclaration que vous recevrez sur votre adresse mail.